



Numero 1230 Du au 15 octobre 2020

www.marianne.net

A, D = 6,30 € - AMO, BEL, ITA, LUX, PORT CONT, ESP = 4,70 € - CAN = 8,60 \$ CAN - CH = 7 CHF - DOM = 4,50 € - GR = 5,10 € - MAR = 38 MAD - TOM = 900 XPF - NL = 5,10 € - TUN = 7 DT

Marianne



Il n'y a pas que la menace islamiste **CES AUTRES SÉPARATISMES** qui nous mènent à la guerre civile

Identitaires de droite et de gauche,
féministes détestant les hommes,
gauchistes totalitaires...

**CABARETS
EN CRISE**



Les danseuses peuvent
aller se rhabiller

**MEDIATOR, DÉPAKINE,
VACCIN H1N1**

Comment on fait taire
**les victimes des
médicaments**

ENQUÊTE



Victorine
L'insupportable énigme

Événement

Identitaires de droite
et de gauche, féministes
qui détestent les hommes,
gauchistes totalitaires...

Les tenants de l'islam
politique ne sont pas
les seuls à fracturer
la société française.
Les mesures annoncées
par le chef de l'État sont
salutaires, mais il reste
tant à faire pour préserver
notre héritage commun
issu des Lumières.

PAR NATACHA POLONY

IL N'Y A PAS QUE LA MENACE ISLAMISTE

CES AUTRES SÉPARATISMES QUI NOUS MÈNENT À LA GUERRE CIVILE



La République en actes

Les Mureaux – Vendredi 2 octobre 2020

**EMMANUEL
MACRON,**
lors de son discours
aux Mureaux,
le 2 octobre,
a nommé l'ennemi
sans ambages :
cet islamisme
qui tend à constituer
une contre-société.

Certains diront qu'il était temps. Les conseillers et les visiteurs du soir promettaient depuis trois ans le grand discours fondateur. Sur la laïcité d'abord, puis sur le communautarisme. Ce fut sur le « séparatisme ». L'essentiel n'est finalement pas là. Qu'Emmanuel Macron l'ait fait contraint et forcé par les événements – cet atten-

tat devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*, comme un rappel des 250 morts depuis 2015 – ou mû par des arrière-pensées électoralistes – aller sur le « régalien » pour fracturer encore un peu la droite –, la lucidité, l'honnêteté intellectuelle, doivent seules guider le jugement sur ce discours du vendredi 2 octobre.

Le président de la République s'est dépoillé ce jour-là de son lyrisme excessif, de ses effets de manches habituels. Il a nommé l'ennemi sans ambages : cet islamisme qui tend à constituer une contre-société en utilisant chaque parcelle de notre État de droit pour retourner contre nous nos principes. Il a annoncé des mesures précises, d'une ampleur incontestable. Beaucoup étaient dans l'air du temps depuis des années ?

Certes ! Mais il n'en est que plus appréciable que la puissance publique se décide enfin à les mettre

en œuvre. La collaboration entre associations culturelles et associations culturelles est fondamentale pour éviter le confinement de nos institutions à des fins de doctrine. Quant à la suppression des Elco (dispositifs « enseignement langue et culture d'origine »), dont on sait depuis longtemps qu'ils sont la négation même de tout projet d'intégration, il ne faut pas se précipiter à les supprimer.

“UN CERTAIN NOMBRE D'ACTEURS REPRÉSENTATIFS, D'ÉLUS LOCAUX, SE SONT REFUSÉS À VOIR LA SITUATION À LAQUELLE NOUS FAISONS FACE AUJOURD'HUI.”

CHEMS-EDDINE HAFIZ, RECTEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

IL PRÉDIT ET SOUHAITE PRESQUE L'AFFRONTMENT

« Ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont ! Il faut les renvoyer et il ne faut même pas qu'ils viennent. » C'est la dernière érucciation tout en nuances d'Éric Zemmour, le 29 septembre, dans l'émission quotidienne dont il est la vedette sur CNews. Le polémiste parlait des mineurs étrangers isolés, en réagissant à l'attaque commise devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*. S'est ensuivi un ballet devenu classique : tweets indignés, saisines du CSA, ouverture d'une enquête par le parquet de Paris... La chaîne a retiré de son site la vidéo de l'émission, sa rédaction s'est désolidarisée, mais pas question pour CNews de renoncer à recevoir tous les soirs à l'antenne celui qui a ressuscité ses audiences. Avec 500 000 téléspectateurs en moyenne, Zemmour frôle les scores de Cyril Hanouna ! Et répond aux espérances de Vincent Bolloré, l'actionnaire de la chaîne, qui s'était personnellement impliqué dans son recrutement l'an dernier. Sauf que cette tribune quotidienne

n'a rien d'anodin, compte tenu de l'évolution du discours de Zemmour. D'un propos réactionnaire qui l'a distingué quand il était chroniqueur dans « On n'est pas couché », le polémiste a viré vers une ligne essentialisante, qui frôle le racisme : les immigrés contre les Français, les musulmans contre les non-musulmans. Zemmour ne semble même plus défendre l'assimilation, lui qui pense sincèrement que tout va mal finir. Un glissement qui apparaissait clairement dans son intervention, il y a un an, devant la « convention de la droite » organisée par des proches de Marion Maréchal, discours pour lequel il vient d'être condamné pour injure et provocation à la haine. « *Les jeunes Français vont-ils accepter de vivre en minorité sur la terre de leurs ancêtres ?*, s'interrogeait-il. *Si oui, ils méritent leur colonisation. Si non, ils devront se battre pour leur libération.* » Zemmour souhaiterait-il la guerre civile ? En tout cas, il la prédit en boucle sur les plateaux, et l'hypothèse ne semble pas lui déplaire. ■

LOUIS HAUSALTER



Ballet / Sipa

ÉRIC ZEMMOUR

d'immigrés de conserver un lien avec la culture de leurs parents, ils les maintiennent dans leur statut d'immigrés en les confiant à des professeurs choisis sans aucun contrôle par les pays d'origine, elle met fin à une aberration.

Piège communautariste

Le discours d'Emmanuel Macron a pointé le problème sans excès, sans quoi que ce soit qui puisse objectivement constituer un de ces « amalgames » que traquent certains. Cela n'a pas empêché les vrais communautaristes de sortir du bois. Le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), d'abord, dans un magnifique exercice de rhétorique utilisant les droits individuels pour se faire le défenseur d'une idéologie qui les nie. En se payant le luxe, même, d'accuser la France de dérive autoritaire et liberticide. C'est bien le piège dans lequel sont enfermées toutes les sociétés qui se calquent, pour organiser la démocratie, sur le modèle communautariste et multiculturel anglo-saxon plutôt que sur ce qui fut le modèle républicain français. Des communautés dont l'objet même est de nier toute liberté individuelle, en premier lieu celle de s'en extraire, peuvent

revendiquer, au même titre que les individus, de faire valoir leurs droits et le « respect » de leur « différence ». La République, elle, ne reconnaît que des individus, des citoyens autonomes partageant ces valeurs communes, dont certaines, comme l'égalité hommes-femmes et la mixité de l'espace public, ne sont pas négociables.

Il faut comparer ce texte tout en syllogismes du CCIF avec la tribune publiée le 1^{er} octobre dans le Monde

par Chems-Eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris. « Le premier amalgame à éviter, ne serait-ce que par honnêteté intellectuelle, consiste à ne pas laisser croire que les partisans de l'obscurantisme et de la haine de l'autre valent les adeptes des Lumières et du respect de l'altérité. [...] Certains représentants de l'islam de France – comme certains responsables politiques d'ailleurs – sont très souvent dans le déni. Par calcul, par cynisme, par

facilité, probablement parfois par lâcheté, un certain nombre d'acteurs représentatifs, d'élus locaux se sont refusés à voir la situation à laquelle nous faisons face aujourd'hui. »

Alors que le CCIF fait semblant de ne pas comprendre ce que désigne l'islamisme et réalise le pire des amalgames puisqu'il explique que ce mot ne ferait que stigmatiser les pratiques courantes de l'ensemble des musulmans, le recteur de la Grande Mosquée est on ne peut >



ILS VOIENT LE MONDE EN NOIR ET BLANC

Lilian Thuram n'est ni racialisé, ni identitaire, ni ne pousse à la guerre civile dans son dernier ouvrage au titre provocateur, *la Pensée blanche* (éd. Philippe Rey). À bien des égards, l'ancien footballeur place ses réflexions sous le sceau de l'universalisme, en relevant méticuleusement les entailles que la France a faites à l'idéal qu'elle prétend incarner: esclavage, colonisation, discriminations raciales... Malgré les sophismes et les outrances, on peut débattre avec Thuram, tout en doutant de l'efficacité de son antiracisme: outre qu'il ne parvient pas à définir une « pensée blanche » qu'il se contente de rendre responsable des pires abominations, le champion du monde encourage l'identitarisme, notamment chez les « personnes blanches de bonne volonté », qu'il appelle non pas à faire acte

de repentance mais à reconnaître qu'elles « tirent profit », par « complicité plus ou moins passive », de « l'infériorisation des non-Blancs ». Le propos de Louis-Georges Tin est plus radical: dans les *Impostures de l'universalisme* (éd. Textuel), l'ancien président du Conseil représentatif des associations noires (Cran), entre une condamnation sans équivoque de « l'idéologie nationale-républicaine » et une demande de réparations pour l'esclavage et la colonisation, sombre dans la provocation inutile en décrivant la France comme « la patrie des crimes contre l'humanité », crimes qui feraient même partie de notre « culture » nationale... Mais l'agitateur le plus inquiétant reste Norman Ajari, nouvel universitaire en vogue dans le courant décolonial: dans un entretien à Mediapart, le penseur indigéniste, qui compare « l'islamophobie » française à la ségrégation dans l'Alabama des années 1950, ne fait pas mystère de ses intentions: la République? Ajari se « félicite » qu'elle soit « cassée en deux », mais ajoute que « ce n'est pas suffisant: il faut encore la jeter au fleuve et la laisser couler, comme la tête coupée de Colomb ». Quant aux moyens d'action, l'universitaire prévient: « L'issue ne sera pas non violente. L'ère de la non-violence est derrière nous. » ■

HADRIEN MATHOUX



GEOFFROY
DE
LAGASNERIE

IL GLORIFIE LA "PURETÉ", LA "CENSURE" ET LES "FRACTURES"

Avec Édouard Louis et Didier Eribon, il est le troisième larron d'une triade d'intellectuels en vogue : Geoffroy de Lagasnerie, 39 ans, philosophe et sociologue de son état, incarne ce que la gauche radicale fait de plus extrême. Pur produit de la bourgeoisie, ce fils d'ingénieur a suivi un parcours académique brillant, on ne peut plus classique au sein des élites françaises : lycée Janson-de-Sailly (XVI^e arrondissement de Paris), ENS Cachan, agrégation puis doctorat de sociologie au sein de l'EHESS. Interrogé par le *Monde* sur ce parcours ne le prédestinant pas à la radicalité, il répond : « *C'est aux gens de droite qu'il faut poser la question : comment font-ils pour être si peu en colère ? Comment peuvent-ils adhérer à l'ordre social tel qu'il est sans avoir ce sentiment de révolte ?* » Pour être révolté, l'héritier revendiqué de Bourdieu et de Foucault est révolté. Au point d'aller jusqu'à considérer – avant de s'excuser – que « *d'une certaine manière, le travail [du journaliste] David Dufresne est un peu complice de l'ordre policier* », dans la mesure

où la manière dont ce dernier « *découpe ce qui est violent participe d'une dé-scandalisation des pratiques que la police a conquises sur nos corps depuis trente ans* ». Vous n'avez pas compris ? Passons... Pour Geoffroy de Lagasnerie, on n'est jamais assez engagé : « *Vous savez, le respect de la loi n'est pas une catégorie pertinente pour moi, ce qui compte, c'est la justice et la pureté, ce n'est pas la loi* », déclarait récemment sur France Inter ce proche du comité Justice et Vérité pour Adama. À l'entendre, les « purs » et les « impurs » se distinguent facilement : « *C'est objectif, tout le monde le sait* », avançait-il dans le même entretien. Dans cette partition sommaire de la société, l'objectif de la gauche serait donc « *de produire des fractures, des gens intolérables et des débats intolérables dans le monde social* », même en reproduisant « *un certain nombre de censures dans l'espace public, pour rétablir un espace où les opinions justes prennent le pouvoir sur les opinions injustes* ». À quand les camps de rééducation ? ■ **LŒUIS NADAU**

➤ plus clair : « *Le "séparatisme" est une attitude qui amène certains milieux extrémistes, tantôt partisans d'un islam sectaire, tantôt militants pour un islam politique, à refuser les lois de la République et à leur substituer leurs "interprétations" religieuses, voire des "lois coutumières". Ceux qui ont agi ou agissent de la sorte, il est nécessaire de le souligner, l'ont fait parce qu'ils ont pu le faire, parce qu'on leur a permis de le faire ou parce qu'on a, trop longtemps, fermé les yeux, au nom de la "politique de l'excuse", d'une attitude infantilisante qui promeut un discours victimaire, par ailleurs très méprisant à l'égard des musulmans qu'on voit trop souvent comme des musulmans seulement, au lieu de les voir comme des citoyens avec des droits et des devoirs.* » Au moins, les choses sont claires, et l'on sait qui considère les musulmans comme faisant partie intégrante de la République et qui

LA RENCONTRE ENTRE L'INDIVIDUALISME ET LA PUISSANCE DU SPECTACLE MÉDIATIQUE FAVORISE CE MÉLANGE DE VICTIMISATION ET DE FABRICATION D'UN ENNEMI EMBLÉMATIQUE.

veut les jeter dans les bras des intégristes. Et l'engagement du recteur de la Grande Mosquée d'être aux côtés du président si celui-ci accompagne ses mesures d'une lutte sincère contre la ghettoïsation qui fait le lit du séparatisme est aussi nécessaire que le reste. Il ne s'agit pas seulement de lancer la énième – et coûteuse – rénovation urbaine. Ce qui manque dans les banlieues comme dans les campagnes, c'est la présence

concrète de l'État à travers les services publics, les fonctionnaires, les infrastructures. Les mauvaises langues diront qu'Emmanuel Macron devrait rappeler Jean-Louis Borloo... À tout le moins faudrait-il être aussi concret sur ce volet que sur celui de la lutte contre l'islamisme.

On adressera une mention spéciale à Jean-Luc Mélenchon, qui a dénoncé dans le discours d'Emmanuel Macron une « *guerre de religion* ». Deux jours plus tard, il s'insurgeait contre une perquisition à la mosquée Omar, dans le XI^e arrondissement de Paris, parlant de policiers « *armés jusqu'aux dents* » surgissant « *au catéchisme de la mosquée* ». Le chef des Insoumis oubliait de préciser que cette sympathique mosquée de la rue Jean-Pierre-Timbaud est depuis quinze ans un haut lieu de diffusion du salafisme, de contrôle de l'espace public et de la tenue des

femmes, et de mise en relation de candidats au djihad. Bref, la quintessence de ce « séparatisme » contre lequel, enfin, la puissance publique a décidé d'agir. « *Honteuse incitation à la haine de l'État* », ajoutait Jean-Luc Mélenchon, au cas où l'on n'aurait pas bien compris qu'il invitait à la cultiver.

Paroles radicalisées

C'est bien tout le problème : les différents avatars du salafisme ne sont pas les seuls à fracturer la société française. La violence de ce que l'on n'ose plus appeler débat public nous le raconte : la rencontre entre l'individualisme promu par le modèle néolibéral et la puissance du spectacle médiatique favorise ce mélange de victimisation et de fabrication d'un ennemi emblématique qui sature aujourd'hui les médias. Le texte du CCIF prouve à quel point c'est l'importation du modèle anglo-saxon des droits individuels, sous l'effet de la globalisation culturelle, qui offre une arme aux islamistes. Or cette même vision du monde s'impose désormais par l'hypertrophie des questions identitaires, relues à travers le prisme unique des rapports de domination. Qu'un ancien champion du monde de football devenu militant antiraciste en soit à conceptualiser une supposée « pensée blanche » (lire l'encadré, p. 11) a quelque chose d'effarant. Pendant ce temps, de provocations en flatteries adressées à son public, Éric Zemmour continue à radicaliser la parole publique en obligeant quiconque à se situer par rapport à ses outrances. Succès garanti puisque, en face, on ne vit que de la dénonciation d'une « zemmourisation » des esprits. « *Des parties de ping-pong ou des matches de boxe se jouent désormais au quotidien entre deux camps antinomiques*, analyse ainsi le philosophe et sociologue Jean-Pierre Le Goff. *Une gauche culturelle dans le déni des problèmes et une droite extrême décomplexée désireuse de lâcher les coups. Rien de bien original au fond. Mais ces conflits, supposément libérateurs*

ILS SE PRÉPARENT À UN "GRAND SOIR" BLANC

Le 4 octobre, sur CNews, Laurent Nuñez a alerté sur « *la menace suprémaciste* » en France, « *ces gens qui s'imaginent qu'il va y avoir un "grand soir", qu'il faut s'armer pour se défendre* ». « *Elle est réelle sur le territoire* », a assuré le coordonnateur national du renseignement à l'Élysée. Depuis le début du quinquennat, la DGSI et la gendarmerie ont déjoué cinq attentats d'extrême droite. Parmi les vingtaine de personnes interpellées en 2017-2018, le réseau Action des forces opérationnelles (AFO), constitué pour partie d'anciens militaires, souhaitait attaquer des imams et des femmes voilées. Les groupes OAS (fondé par le jeune nationaliste Logan Nisin) et Les Barjols avaient, eux, des velléités d'attaques terroristes (plus ou moins abouties) contre des mosquées et des responsables politiques. Seul un jeune suprémaciste blanc, psychologiquement fragile, Guillaume M., a pour l'heure été condamné, en décembre 2019, à sept ans de réclusion pour « *entreprise terroriste individuelle* ». Mais tous ne dorment pas en prison : la Division nationaliste

révolutionnaire (DNR), mouvance skinhead très active dans la Corrèze et en Île-de-France, a concédé réfléchir au « *coup d'État* » et à la « *prise de pouvoir par les armes* ». Cette nouvelle vague d'ultradroite est persuadée d'incarner une riposte directe aux attentats djihadistes qui ont meurtri la France depuis janvier 2015. Certains disent lutter contre la « *dictature* » quand l'essentiel pense défendre la civilisation blanche contre le fameux « *grand remplacement* ». Tant redoutée par les services, cette confrontation qui se dessine entre ultradroite et islamisme a aussi basculé vers la pratique, par des militants. C'est le cas des tenants du « *communautarisme blanc* », un séparatisme fondé sur la couleur de peau. Parmi eux, des survivalistes se retrouvent dans le manifeste *Guerre civile raciale* (éd. Conversano), de l'essayiste Guillaume Faye : un appel à la guerre civile paru en 2019 et écoulé à 5 000 exemplaires. Quoique surveillés, ces groupes restent difficiles à suivre, du fait de leurs constantes recompositions au fil des ans. ■
PAUL CONGE

de la parole, finissent par ne plus traiter le problème en profondeur. Par exemple, le sujet sensible de la délinquance des mineurs isolés mute sous l'effet de la polémique. Il se transforme en un simple et stérile

conflit Zemmour-SOS Racisme où plus rien ne s'entend vraiment, où les deux parties font du surf sur du chaos. » Il eût été pourtant essentiel de pouvoir débattre de la politique d'accueil des mineurs isolés, dont tout le monde peut constater qu'elle aboutit à un détournement de la loi, une inefficacité dommageable à ceux qui ont réellement besoin d'aide, et un risque pour l'ordre public et la sécurité des citoyens. Raté. On se contentera de commenter les saillies volontairement outrancières et racistes de la star de CNews.

“DES PARTIES DE PING-PONG SE JOUENT DÉSORMAIS AU QUOTIDIEN ENTRE DEUX CAMPS ANTINOMIQUES, QUI FONT DU SURF SUR DU CHAOS.”

JEAN-PIERRE LE GOFF, SOCIOLOGUE

Mais le danger qui nous guette à travers la mise en avant >

Événement

➤ systématique – par les réseaux sociaux mais aussi les médias traditionnels, auxquels ces mêmes réseaux dictent désormais leur mode de fonctionnement et leurs urgences – des opinions les plus caricaturales est le renforcement de ceux qui rêvent de guerre civile, que ce soit pour guérir leur frustration ou pour embrigader leurs troupes potentielles. En cela, les Insoumis rendent un fier service au CCIF quand ils font croire que lutter contre l'influence malsaine d'une mosquée salafiste reviendrait à mener une guerre contre « les musulmans ». Ils participent d'un mouvement de morcellement de la société et d'enfermement des individus dans des identités figées, à rebours de l'idéal des Lumières qui constitue notre héritage commun.

Fauteurs de guerre civile ? « *Au lieu de guerre civile, s'interroge Jean-Pierre Le Goff, ne faudrait-il pas plutôt parler de délitement républicain ? Ce terreau culturel, composé de valeurs communes transmises par l'école et les récits nationaux, s'appauvrit depuis une quarantaine d'années. Et la France se présente comme morcelée culturellement, en butte à l'explosion des*



ELLES RÊVENT D'UN MONDE SANS HOMMES

Misandrie » est le nouveau mot à la mode dans le féminisme contemporain. La misandrie est le symétrique de la misogynie, mais dirigée contre les hommes. Là où la plupart des féministes se défendent à bon droit de détester la gent masculine, certaines le revendiquent désormais haut et fort. Ainsi Pauline Harmange, qui déclare dans *Libération* : « *Détester les hommes et tout ce qu'ils représentent est notre droit le plus strict. C'est aussi une fête.* » Totalement inconnue, cette femme de 25 ans voit son court essai, *Moi, les hommes, je les déteste* (Seuil), tiré à des milliers d'exemplaires depuis qu'un fonctionnaire du ministère a tenté de le faire retirer des ventes. Le signe, également, d'un système médiatique

malade, prompt à se jeter avec avidité sur le moindre contenu « radical » susceptible de déclencher des réactions en pagaille sur les réseaux sociaux. *Héroïnes de la rue* (Michel Lafon), le dernier ouvrage de Marguerite Stern, passe plus inaperçu. Il contient pourtant son lot de joyeusetés : la militante féministe, constatant les violences commises contre les femmes lorsque la nuit tombe, propose d'instaurer « un couvre-feu pour les hommes ». « *Qu'au moins le soir et la nuit nous [« nous » est féminisé par l'auteure...] puissions marcher en paix.* » Mais la vedette du moment est bien sûr Alice Coffin, journaliste et élue écolo à la Ville de Paris, qui publie *le Génie lesbien* (Grasset),

un essai dans lequel elle déploie un féminisme sectaire et belliqueux : « *Il ne suffit pas de nous [les femmes] entraider, il faut, à notre tour, les [les hommes] éliminer, écrit Coffin. Les éliminer de nos esprits, de nos images, de nos représentations.* » Ce processus doit, pour la quarantenaire, s'étendre aux pratiques culturelles : « *Je ne lis plus de livres [écrits par] des hommes, je ne regarde plus leurs films, je n'écoute plus leurs musiques. [...]* Les productions des hommes sont le prolongement d'un système de domination. » On confessera ne pas être très emballé par la guerre des sexes doublée d'une révolution culturelle que planifie la maréchale Coffin. ■ HADRIEN MATHOUX

coeurs
bis, il n
iste de
s élites
vent e
tenté.
lisatio
prégné
nées, e
ate avec
sociale et
venu p
ines »
Cristoph

Cohérence
tôt qu
s'agit d'
que au c
issance
olibéral
ation,
omme é
es citoye
la démoc
metta
change a
des déte
ée mêm
ne. Souv
n de foi
La socié
que des
imes, et
néolibé
libéral
onomiq
processus
quel se t
guerre c
l'illust
limites
système
ction de
pulaires
t renait
sociale jusq
éviter qu
sociale ne
que pop
fronta
thifié et
à quoi s
extrém
une extr
la violen
cadré, p
constituti

« *concoeurs entre "tribus" repliées. Mais, il ne faut pas désespérer, il existe des réserves d'humanité. Les élites et les classes populaires peuvent encore trouver un terrain d'entente.* » Morcellement, archipelisation... ces thématiques ont imprégné le débat ces dernières années, en contradiction apparente avec le retour de la question sociale et de la lutte des classes, devenu patent avec les « gilets jaunes » (lire l'entretien avec Christophe Guilluy, p. 16).

Cohérence politique

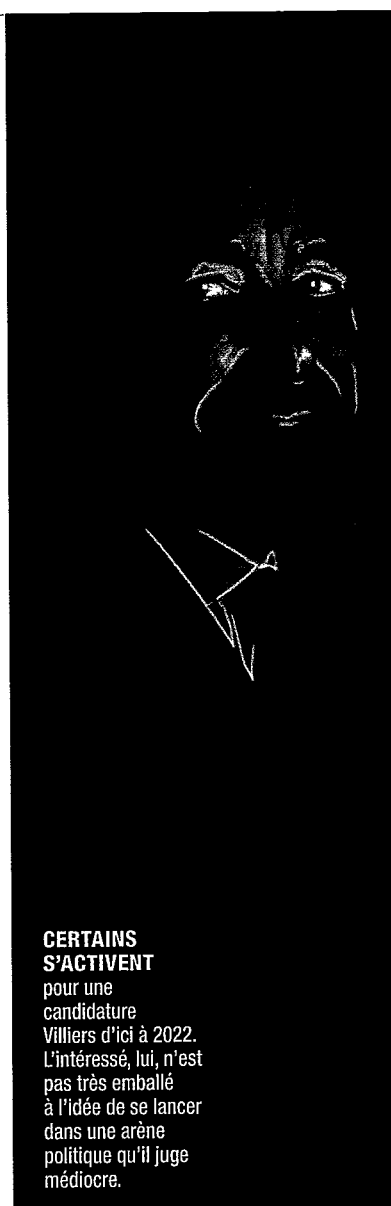
Plutôt que d'une contradiction, il s'agit d'un mouvement dialectique au cœur duquel se trouve la puissance de déstructuration du néolibéralisme. La logique de dérégulation, de détricotage de l'État comme émanation de la volonté des citoyens, de contournement de la démocratie par des instances permettant d'imposer le libre-échange au profit de multinationales déterritorialisées, a fragilisé l'idée même de communauté politique. Souvenons-nous de la profession de foi de Margaret Thatcher : « *La société, ça n'existe pas. Il n'y a que des individus, hommes et femmes, et des familles.* » En cela, le néolibéralisme, au contraire du libéralisme comme pensée économique et politique, est un processus révolutionnaire au bout duquel se trouve potentiellement la guerre civile. Les États-Unis en sont l'illustration (lire, p. 22). Mais les limites – et l'échec patent – de ce système, qui aboutit à la destruction des classes moyennes et populaires des pays occidentaux, font renaître une problématique sociale jusque-là ringardisée. Reste à éviter que cette problématique sociale ne s'abîme en une rhétorique populiste, c'est-à-dire de confrontation entre un peuple mythifié et des élites repoussoirs, ce à quoi s'emploient aussi bien une extrême droite opportuniste qu'une extrême gauche nostalgique de la violence révolutionnaire (lire Fencadré, p. 13). La réponse ? La reconstitution d'une communauté

politique constituée de citoyens autonomes et responsables, réservant leurs appartenances et attaches identitaires à l'espace privé, et d'un État garant du bien commun, armé pour accomplir ses missions, dont la première est d'offrir à tous les citoyens les infrastructures et services publics sans lesquels il n'est pas d'égalité réelle, donc pas de liberté véritable. C'est là que se rejoignent les choix économiques d'un gouvernement et son traitement des sujets dits « régaliens ». Il y faut plus que des discours : de la cohérence. ■ N.P.

LA RÉPONSE À UNE PROBLÉMATIQUE SOCIALE QUI RISQUE DE S'ABÎMER EN UNE RHÉTORIQUE POPULISTE SE TROUVE DANS LA RECONSTITUTION D'UN ÉTAT GARANT DU BIEN COMMUN.

FAUX RECOURS PIERRE DE VILLIERS, LE MYTHE DU SAUVEUR À KÉPI

Un général respecté qui s'installerait à l'Élysée pour reprendre en main une France au bord du chaos... Le scénario de mai 1958, qui a vu le retour de De Gaulle au sommet de l'État, va peut-être circuler chez certains lecteurs du général Pierre de Villiers ! Après deux livres qui se sont vendus comme des petits pains, celui qui avait démissionné avec fracas de son poste de chef d'état-major des armées, au début du quinquennat, revient dans les librairies le 14 octobre avec un troisième opus : *L'équilibre est un courage* (Fayard). Un ouvrage sous-titré *Réparer la France* et dédié « *aux Françaises et aux Français* », tout simplement ! Au fil des pages se dessine un véritable programme politique, à en croire ceux qui sont au parfum. « *C'est un livre qui pose un constat sur l'état de la France et déroule un certain nombre de propositions* », glisse-t-on chez l'éditeur, qui prépare soigneusement une grande tournée de promotion. Certains cercles s'activent même pour mettre en orbite l'idée d'une candidature d'ici à 2022. Le recours à un haut gradé, une fausse bonne idée ? Les écueils sont en tout cas nombreux. Le discours sur l'autorité est déjà préempté par le duo Macron-Le Pen. Et, selon nos informations, Pierre de Villiers n'est en réalité pas emballé à l'idée de se lancer dans une arène politique qu'il juge extrêmement médiocre. Sans compter qu'il est le frère d'un certain Philippe de Villiers, lequel n'est pas du genre à partager la lumière... À l'Élysée, en tout cas, on assure que ce n'est pas un sujet : « *On n'a pas mis une croix sur la date de sortie du livre* », ironise un conseiller. ■ L.H.



CERTAINS S'ACTIVENT pour une candidature Villiers d'ici à 2022. L'intéressé, lui, n'est pas très emballé à l'idée de se lancer dans une arène politique qu'il juge médiocre.

Jean-Luc Berthoin / Figaro photo